

**PROGRAMME DE RENFORCEMENT
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA RÉDUCTION DE LA
PAUVRETE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
PNUD/RAF/95/009**

CELLULE NATIONALE DU SENEGAL

***RAPPORT D'ACTIVITES
TRIMESTRIEL***

OCTOBRE / DECEMBRE 1999

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I – ACTIVITES REALISEES

1.1 – Développement Institutionnel

1.1.1 – Réunions de la Cellule Nationale

1.1.2 – Manuel des procédures

1.1.3 – Prises de contact avec les instances du programme

1.1.4 – Identification des organisations de la cellule nationale

1.2 – Mission d'évaluation à mi-parcours du programme

1.3 – Restitution de l'étude du CODESRIA sur l'Etat des lieux de la pauvreté au

Sénégal

1.4 – Atelier de lancement des activités de la cellule nationale

1.5 – Atelier national d'information et de renforcement des Organisations de base

1.6 – Etude sur la dynamique associative

II – PERSPECTIVES

CONCLUSION

INTRODUCTION

Le Programme de Renforcement de la Société Civile pour la Réduction de la Pauvreté en Afrique Sub-Saharienne est financé par le PNUD/UNOPS. Il concerne 15 pays africains répartis en trois sous-régions :

- l'Afrique de l'Ouest ;
- l'Afrique Centrale ;
- l'Afrique de l'Est et Australe.

Dans chacun des 15 pays concernés, une Cellule Nationale a été mise en place. Elle regroupe les différentes organisations de la Société Civile et est chargée de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de renforcement de la Société Civile.

Le Programme comprend trois composantes : l'observatoire des tendances et dynamique sociale, le dialogue social et politique et enfin l'échange entre les organisations de base.

La Cellule Nationale du Sénégal a été lancée en avril 1998. A partir de cette date jusqu'en septembre 1999, date de mise en place des fonds. Elle a :

⊙ **Œuvré pour la consolidation institutionnelle en :**

- Organisant plusieurs réunions et journées d'étude et une série d'activités tendant à l'appropriation du programme par les organisations de la société civile.
- Installant trois commissions correspondant aux trois composantes du programme. Celle-ci ont élaboré le programme d'activité de la cellule qui a fait l'objet en septembre 99 d'un financement partiel du Programme Elargie de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP) à hauteur de 50.000 \$US, soit 31.354.750 FCFA.

⊙ **Participé à des activités telles que :**

- L'atelier sous régional de mise en place du réseau Afrique de l'Ouest du Programme RAF/95/009, du 19 au 23 octobre 1998 à Saly Portudal ;
- la rencontre organisée par le CODESRIA du 14 au 15 avril 1999 au Novotel à Dakar à l'intention des 15 pays du Programme ;
- Le séminaire atelier organisé par la FRAO à Ségou au Mali, en juin 1999 sur les "métiers de la facilitation pour le développement".

⊙ **Procédé au recrutement du Coordonnateur National qui a pris fonction le 13 octobre 1999 et s'est immédiatement attelé à la tâche en :**

- consolidant les acquis par le renforcement institutionnel de la Cellule en vue d'asseoir les bases d'une organisation forte et pérenne ;
- mettant en œuvre le programme d'activité annuel de la cellule ;

- organisant les perspectives d'autonomisation de la cellule et de pérennisation de ses activités, au travers notamment , d'une dynamique axée sur le lobbying, le plaidoyer, le fund raising, la recherche de partenariat et la mobilisation sociale.

I – ACTIVITES REALISEES DE OCTOBRE A DECEMBRE 1999

1.1 – Développement institutionnel de la cellule nationale

1.1.1 Réunions de la Cellule Nationale

La Cellule Nationale a eu un rythme de travail intense durant le trimestre écoulé.

Au total, elle a tenu cinq journées d'étude et treize réunions de commission. Ces rencontres ont été organisées dans le cadre du lancement des activités de la cellule, lesquelles avaient accusé du retard pour diverses raisons mentionnées dans le bilan de la Cellule d'Avril 1998 à septembre 1999.

Ces réunions ont permis à la Cellule de partager les expériences cumulées des un et des autres, de renforcer la dynamiques de groupe existant en son sein et d'élaborer progressivement, de manière participative, les procédures devant présider à ses destinées futurs, en vue d'asseoir une démarche commune, cohérente et transparente, en dépit de la diversité de ses membres.

1.1.2 Manuel des procédures

Cette approche participative a conduit à l'élaboration par le Coordonnateur National d'un projet de manuel de gestion administrative et programmatique de la Cellule, en cours de validation par ses différents membres.

Elle a permis également de lancer les activités de la Cellule par la mise en œuvre du programme prioritaire.

1.1.3 Prise de contact du Coordonnateur avec les instances du programme

Le Coordonnateur a pris contact avec les différentes instances du programme (CODESRIA, FRAO, ENDA, PNUD, Coordination Régionale, Membres de la Cellule Nationale), en vue :

- de consolider les acquis de la Cellule Nationale ;
- d'élargir sa base de concertation ;
- de mobiliser les membres demeurés inactifs ;
- d'impulser un esprit d'équipe, une dynamique de groupe, une synergie interne ;
- d'assurer une participation réciproque dans la mise en œuvre des programmes spécifiques sectoriels de chaque composante ;
- de renforcer les capacités de la Cellule Nationale et de lui conférer son rôle d'épine dorsale du programme.

1.1.4 Identification des Organisations de la Cellule Nationale

Des fiches d'identification des organisations membres de la Cellule Nationale ont été mises en place en vue de permettre une meilleure connaissance de ces organisations et favoriser les échanges et les élans de partenariat, de dialogue social et politique entre elles.

Ce recensement partiel en cours de finalisation devrait s'étendre, à terme, à toutes les organisations significatives de la société civile en vue de constituer une banque de données des acteurs du développement à la base.

Notons qu'une identification exhaustive est prise en compte, par l'étude sur la dynamique associative qui vient de démarrer et qui constitue une activité prioritaire de la Cellule Nationale.

On constate donc que le démarrage effectif des activités de la Cellule s'est effectué de manière intense et participative, dans un souci de renforcement de ses capacités institutionnelles, pour lui permettre d'envisager ses actions futures sur la base d'une institution forte, bien structurée et soudée.

1.2 – Mission d'évaluation à mi-parcours du Programme

Une mission d'évaluation à mi-parcours du programme RAF a été commanditée par le PNUD/UNOPS. C'est ainsi que le 28 octobre 1999, les évaluateurs ont rencontré la Cellule Nationale dans les locaux du CONGAD.

Cette réunion a donné l'occasion aux membres de la Cellule Nationale, de passer en revue tous les aspects liés à la mise en œuvre du programme.

En particulier les questions suivantes ont été examinées :

- les aspects organisationnels ainsi que les difficultés y afférents, liées essentiellement aux goulots d'étranglement décelés dans la mise en œuvre du programme ;
- les rôles et responsabilités des différentes instances du programme (Cellule Nationale, Coordination Régionale, PNUD, FRAO, ENDA, CODESRIA), en vue d'éliminer les goulots d'étranglement et de faciliter l'exécution du programme et la pérennisation de ses activités ;
- les questions de levée de fonds pour le programme.

Des propositions de réorganisation institutionnelle ont été faites en vue d'atteindre les objectifs de pérennisation et d'appropriation du programme par les membres de la Cellule Nationale en particulier et la Société Civile en général.

Cette démarche devrait se traduire concrètement par la création d'une association de plein droit regroupant les membres de la Cellule Nationale.

Enfin une proposition a été effectuée en vue de redimensionner le programme, en le recentrant sur l'Afrique de l'Ouest, pour une phase pilote de deux à trois ans à compter de juillet 1999.

Au total, cette mission d'évaluation a été un temps fort dans la vie du programme, en ce sens qu'elle a permis aux membres de la Cellule Nationale, partant du point de vue extérieur des évaluateurs, d'effectuer un diagnostic sans complaisance du programme et de faire des recommandations pertinentes tendant à améliorer le fonctionnement de la structure dans son ensemble.

Ainsi, à l'issue des travaux, l'optimisme était de mise et les participants ont émis le vœu d'une rapide mise en œuvre des recommandations en espérant qu'elle entraînera les changements escomptés pour l'atteinte effective des objectifs du programme.

1.3 – Restitution de l'Etude du CODESRIA sur l'Etat des lieux de la Pauvreté au Sénégal

L'étude sur l'état des lieux a été réalisée par la Cellule d'analyse du CODESRIA, la SAFEFOD, qui a utilisé les services de deux consultants sénégalais Penda MBOW et Ben Diancko MBAYE.

La restitution des travaux a été faite le 18 Novembre 1999 devant les membres de la Cellule Nationale du Sénégal par Mme Penda MBOW.

L'exposé liminaire de Mme MBOW a été suivi d'un débat riche et fécond qui atteste de la pertinence du thème de l'étude.

Les idées des participants ont tout d'abord convergé sur un constat d'une pauvreté généralisée qui frappe de plein fouet les populations laborieuses, en accentuant le phénomène de paupérisation et d'exclusion sociale. D'où la nécessité d'un approfondissement de la réflexion et d'une action concertée de la société civile pour la défense des intérêts des populations à la base.

Les participants ont noté l'importance de l'étude qui devrait en particulier, baliser les actions futures de la Cellule Nationale. Par conséquent, ils ont porté un regard critique sur l'approche méthodologique, le contenu du document ainsi que les résultats atteints.

D'une manière générale, les discussions ont permis à la Cellule Nationale d'aborder des questions de fonds relatives, aux rôles et responsabilités d'une société civile émergente dans un pays en développement comme le Sénégal. Ils ont réaffirmé la nécessité d'un positionnement des organisations de base sur l'échiquier socio-politique, en vue d'influer sur les politiques de développement. Cette démarche devrait s'appuyer sur la coalition locale et inter-africaines fortes, dignes de considération et incontournables.

Au total, cette première restitution de travaux de recherche devant la Cellule Nationale est riche d'enseignement. Elle montre toute la pertinence de cette démarche qui permet d'échanger et de capitaliser les expériences. De ce point de vue, ce cadre formel gagerait à être institutionnalisé et élargi à d'autres travaux de recherche sur la société civile et la pauvreté pour lesquels les auteurs seraient invités à faire un exposé devant la Cellule Nationale élargie à d'autres personnes ressources de la société civile.

1.4 – Atelier de lancement des activités de la Cellule Nationale

Le lancement des activités de la Cellule Nationale a été effectué sous forme d'un petit déjeuner de presse regroupant les membres de la Cellule Nationale, la Coordination Nationale, l'Institution hôte (le CONGAD), le Secrétariat sous-régional (ENDA et FRAO) et l'ensemble de la presse parlée, écrite et audiovisuelle du Sénégal.

Après le discours d'ouverture du Président du CONGAD, Monsieur Babacar DIOP Buuba, le Coordonnateur Régional Monsieur Thierno KANE, a fait un tour d'horizon du programme régional en expliquant les objectifs et les résultats attendus. Le Coordonnateur National a ensuite pris la parole pour exposer le plan d'action de la Cellule Nationale du Sénégal.

Ces différentes interventions ont été suivies des questions de la presse et des réponses des membres de la Cellule Nationales.

Le lancement du programme a eu un écho favorable dans la presse. Les retombées de l'activité commencent à se faire sentir, si l'on en juge par l'afflux des Organisations de Base et des personnes ressources à la quête de renseignements et de partenariat.

1.5 – Atelier National d'information et de renforcement des Organisations de Base (O.B)

L'atelier d'information et de renforcement des Organisations de Base s'est tenu au Centre Forêt de Thiès du 06 au 10 Décembre 1999. Il a regroupé les leaders des Organisations de Base de la société civile à travers ses différentes composantes à savoir :

- les ONG ;
- les associations de femmes ;
- les organisations de jeunes ;
- les fédérations d'associations paysannes ;
- les syndicats ;
- les organisations religieuses ;
- les collectivités locales.

La première partie de l'atelier a été consacrée à l'information des participants sur le programme RAF/95/009, présentée par le Coordonnateur National.

La deuxième partie de l'atelier a tourné autour des thèmes de planification participative.

L'occasion a ainsi été donnée aux participants d'échanger d'expérience sur les approches méthodologiques de définition et de formulation de leurs priorités de développement en vue d'influer à terme sur les politiques nationales de développement.

Le cabinet chargé de faciliter les processus a proposé un module qui a servi de cadre d'échange.

Les objectifs de l'atelier ont été largement atteints si on en juge par les résultats de l'évaluation finale.

De ce point de vue, les participants ont vivement souhaité, au-delà de la restitution prévue au niveau de leurs organisations respectives, une démultiplication de la formation par les ateliers dans les dix régions du Sénégal, en vue d'asseoir un large cadre de concertation nationale de la Société Civile qui contribuerait de façon positive dans les plans locaux de développement, dans le cadre notamment de la décentralisation.

1.6 – Etude sur la dynamique Associative

Cette activité s'inscrit dans le cadre des travaux de la commission observatoire. Elle vient en complément de l'étude sur l'état des lieux de la pauvreté réalisée par le CODESRIA.

Il est question dans cette étude d'analyser de façon spécifique le mouvement associatif qui est une composante remarquable de la Société Civile.

De ce point de vue, l'étude a pour objectif général une meilleure connaissance du mouvement associatif dans ses différentes formes de manifestation et les initiatives locales qu'il entreprend pour réduire la pauvreté et soulager les conditions de vie difficiles des populations.

Les résultats attendus par l'étude concernent :

- l'analyse des dynamiques populaires de développement local dans quelques villes et villages en vue d'aboutir à l'esquisse d'une vue d'ensemble de ces phénomènes de transformation sociale à l'échelle nationale.

Pour cela, il s'agira de faire une présentation de la problématique de la pauvreté, de la société civile, des associations locales, dans le nouveau contexte de la décentralisation et de la participation citoyenne.

- une mise en exergue du contexte politique et socioéconomique national ;
- faire des recommandations pour une meilleure structuration du mouvement associatif et une maîtrise des domaines d'appui nécessaires pour une plus grande efficacité, efficience et un impact réel de son action sur le développement national.

Les produits attendus de cette étude concernent :

- un rapport d'étude sur la dynamique associative ;
- une banque de données sur les valeurs de la société civile, en terme de document disponible et exploitable sous forme de fichiers informatiques accessibles par internet : fiche d'identification, répertoire de personnes ressources et centre de ressources, banque de projets.

La commission de dépouillement des offres mise sur pied par la Cellule Nationale suite à son appel d'offres du 15/11/99 a sélectionné un cabinet qui est chargé de l'étude. Le contrat a été signé le 30 décembre 1999 et les travaux s'étaleront sur janvier et février 2000.

La restitution de l'étude se fera devant la Cellule Nationale en Mars 2000.

Au total, les effets combinés de ces différentes activités de la Cellule Nationale marquent le démarrage effectif du Programme au niveau National, ouvrant ainsi des perspectives pleines d'espoir pour les Organisations de la Société Civile qui attendent beaucoup de ce programme qui doit renforcer leurs capacités et leur permettre de jouer un rôle accru dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement.

II – PERSPECTIVES

Après avoir jeté les bases d'une organisation bien structurée et opérationnelle, et démarré les activités, l'accent sera mis durant les prochains trimestres sur les axes stratégiques suivants :

- l'élargissement de la Cellule Nationale à d'autres structures de la Société Civile et renforcement de la dynamique de groupe ;
- le lobbying, le plaidoyer, la concertation, le partenariat, la mobilisation sociale en vue d'asseoir une bonne visibilité du programme ;
- le fund raising tendant à élargir les sources de financement en vue de démultiplier les activités et d'assurer le processus d'autonomisation et de pérennisation de la Cellule Nationale ;
- la participation de la Cellule aux instances nationales et internationales de lutte contre la pauvreté ;
- la participation aux temps forts de la vie de la nation tels que les élections présidentielles de Février 2000 ;
- la continuation de la mise en œuvre du programme d'activités annuel.

De manière spécifique les activités planifiées pour le prochain trimestre se présentent comme suit :

- la formation des décideurs en février/ mars 2000 ;
- la participation à la deuxième réunion nationale de l'observatoire organisée par le CODESRIA du 27 au 28 janvier 2000 à Kampala ;
- la participation à la réunion de dialogue, d'harmonisation et de planification organisée par ENDA SYSPRO (membre du Secrétariat sous régional) prévu à Dakar du 20 au 22 janvier 2000 ;
- les journées d'étude mensuelles de la cellule nationale notamment celle du 12 janvier 2000 ;
- la poursuite des prises de contacts avec les différentes parties prenantes du programme en vue de renforcer la dynamique de groupe et de développer des

activités communes entre les différentes composantes du programme tant au niveau national que sous-régional ;

- la campagne de lancement du programme dans les régions ;
- la visite de suivie de la formation en planification participative auprès des organisations de base ;
- la prise de contact avec les partenaires au développement dans le cadre du Fund Raising.

CONCLUSION

Comme on peut le constater, le trimestre écoulé s'est caractérisé par une mobilisation intense de la cellule en vue du démarrage effectif des activités.

Les bases d'une organisation forte et pérenne ont été jetées. Les conditions essentielles d'émergence d'un mouvement national fort de la Société Civile sont à présent réunies.

Les prochaines étapes seront caractérisées par la consolidation des acquis et la mise en œuvre de stratégies porteuses de développement institutionnel de la Cellule, au travers notamment, d'un processus de plaidoyer de lobbying, de partenariat, de fund raising, devant impulser à la structure sa dimension réelle de partenaire fort, reconnu et incontournable au plan national, notamment dans la formulation et la mise en œuvre participative des politiques de développement socio-économique.

La société civile émergente trouvera en la Cellule Nationale un cadre institutionnel idéal pour réaliser son unité de lancer les bases d'un mouvement national reconnu et respecté qui jouera sans ambages le rôle primordial qui lui est dévolu sur l'échiquier national.

Au plan africain, la Cellule jouera un rôle unitaire devant déboucher sur l'intégration des peuples africains en vue d'un développement humain durable qui prend en compte les besoins réels des populations à la base dans le but ultime d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes sur le continent africain.

Le Coordonnateur National



Fassory DIAWARA